

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 20/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PAPREC RESEAU**

39 rue de courcelles  
75008 Paris

Références : UDRD.2025.11.T.642  
Code AIOT : 0005801206

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement PAPREC RESEAU implanté 2, rue du Manoir Queval 76140 Le Petit-Quevilly. L'inspection a été annoncée le 10/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 4 novembre 2025 a été planifiée dans le cadre du respect du plan pluriannuel de contrôles suivi par l'inspection des installations classées pour l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC RESEAU
- 2, rue du Manoir Queval 76140 Le Petit-Quevilly
- Code AIOT : 0005801206
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site PAPREC RESEAU de Petit-Quevilly est régulièrement autorisé, par arrêté préfectoral du 21/03/1989 modifié, à exploiter des installations de tri-transit-regroupement et de traitement par broyage et mise en balles de déchets de papiers et cartons relevant des rubriques n°2714 et n°2791 de la nomenclature des ICPE.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/03/1989, article 1er – Articles 2.3.2 et 4.1 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Projet de modification des installations du site	Arrêté Préfectoral du 21/03/1989, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de la visite d'inspection du 4 novembre 2025 sur le site PAPREC de Petit-Quevilly, l'inspection a constaté une activité de transit, regroupement et tri d'environ 380 m<sup>3</sup> de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Cette activité relevant de la rubrique n°2711 sous le régime de la déclaration avec contrôle n'était pas connue de l'administration. Par télédéclaration du 14 novembre 2025, l'exploitant a déclaré à l'administration cette nouvelle activité pour une capacité maximum de 972 m<sup>3</sup>. Dans cette déclaration, il s'est engagé à respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018, et à faire réaliser les contrôles périodiques réglementaires par un organisme habilité.

Par ailleurs, l'inspection a également constaté l'arrêt temporaire des activités régulièrement autorisées de tri-transit-regroupement et de traitement par broyage et mise en balles de déchets de papiers et cartons relevant des rubriques n°2714 et n°2791 de la nomenclature des ICPE. Ces activités ont été arrêtées par l'exploitant le temps de réaliser des travaux sur le site (aménagement de bureaux pour une future activité logistique), et afin d'éviter une co-activité avec le transit de DEEE. L'exploitant prévoit de déplacer cette dernière activité sur son site de Grand-Quevilly, également actuellement en travaux, puis de reprendre les activités relevant des rubriques n°2714 et n°2791 sur son site de Petit-Quevilly, mais sous le seuil de la déclaration uniquement.

Pour finir, l'exploitant a précisé que le site de Petit-Quevilly a vocation à devenir une base logistique dédiée à la collecte des déchets de Rouen. Ainsi, des bureaux y sont en cours d'aménagement, et une vingtaine de bornes de recharge de camions électriques de collecte de déchets y seront implantées. Les installations de recharge de véhicules électriques sont susceptibles de relever de la rubrique n°2925 de la nomenclature des ICPE, sous le seuil de la déclaration.

Ainsi, les activités projetées sur le site son susceptibles de ne relever à terme que du seuil de la déclaration. Plusieurs options de régularisation administrative sont proposées à l'exploitant dans ce rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/1989, article 1er – Articles 2.3.2 et 4.1 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative actuelle - vérification de certaines prescriptions
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 20/07/2012 modifiant l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 21/03/1989</u> La société PAPREC RESEAU est autorisée à exploiter les installations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>rubrique 2714</u> : une installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons (capacité maximum de 4655 m<sup>3</sup>),</li><li>• <u>rubrique 2791</u> : une installation de traitement de déchets non dangereux pour la mise en balle de papiers et de cartons préalablement broyés (capacité de traitement de 100 t/j)</li></ul> <u>Arrêté ministériel du 06/06/2018 applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (DEEE)</u> <u>Article 2.3.2</u> : [...] Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle. [...] En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage.  <u>Article 4.1</u> : [...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : [...] - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; [...] <i>[...] Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; [...]</i> [...] Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle. [...]
<b>Constats :</b>  Par arrêté préfectoral du 21/03/1989, modifié par l'arrêté du 20/07/2012, la société PAPREC RESEAU est autorisée à exploiter des installations relevant des rubriques n° 2714 et n° 2791 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement (ICPE), sous le régime de l'autorisation.  Par ailleurs, l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/07/2012 vise également les rubriques n° 1430, n° 1432, et n° 1435, pour l'exploitation sous le seuil de la déclaration d'une cuve aérienne de stockage de fioul de 2 m <sup>3</sup> , ainsi qu'une consommation annuelle de fioul de 30 m <sup>3</sup> . Par courrier du 09/06/2016, la société PAPREC RESEAU a sollicité, suite à une modification de la nomenclature des ICPE, le bénéfice des droits acquis pour les rubriques n° 4734-2 et n° 1435, respectivement pour un stockage de fioul de 2 tonnes, et pour une station service délivrant un volume annuel de 30 m <sup>3</sup> au maximum.

Lors de la visite objet de ce rapport, l'exploitant a déclaré à l'inspection que le groupe PAPREC a obtenu un marché auprès de l'éco-organisme Ecosystème pour la collecte, dans les déchetteries des territoires d'une grande moitié du département de la Seine-Maritime, puis le transit sur son site du Petit-Quevilly, de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). L'exploitant a indiqué que cette activité est provisoirement réalisée sur le site du Petit-Quevilly, le temps de travaux sur un site du groupe dans la commune de Grand-Quevilly. Ce dernier n'est actuellement pas classé au titre de la réglementation des ICPE.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté les activités de tri, de regroupement, et de transit des déchets suivantes :

- en extérieur :
  - environ 160 m<sup>3</sup> de petits électroménagers (PAM) susceptibles de contenir des piles, stockés en caisses en plastique, et dont le stockage est entouré par 3 murs coupe feu constitués de blocs en béton ;
  - environ 40 m<sup>3</sup> de gros électroménagers (type four, lave-linge, lave-vaisselle, etc.), stockés dans la remorque d'un camion (capacité totale d'environ 80 m<sup>3</sup>),
- dans le bâtiment d'exploitation :
  - environ 120 m<sup>3</sup> d'équipements frigorifiques (réfrigérateurs, congélateurs, etc.),
  - environ 10 m<sup>3</sup> de cumulus,
  - environ 50 m<sup>3</sup> d'écrans (TV, ordinateurs, etc.) stockés en caisses grillagées.

L'exploitant a précisé que des rotations quotidiennes de camions du groupe PAPREC apportent ces déchets, et que d'autres assurent leur évacuation vers les filières de valorisation.

Ces activités de transit relèvent de la rubrique n°2711-2 de la nomenclature des ICPE, sous le régime de la déclaration avec contrôle, puisque le seuil des 100 m<sup>3</sup> est dépassé, sans dépasser toutefois le seuil des 1 000 m<sup>3</sup>.

Lors de la visite des installations, l'inspection a également constaté le transit, à l'extérieur du bâtiment, d'environ 14 m<sup>3</sup> d'articles de bricolage et de jardinage pour la filière à responsabilité élargie du producteur (filière REP ABJ), ainsi qu'environ 4 m<sup>3</sup> d'articles de sport et loisirs pour la filière REP ASL.

**Observation n°1: les déchets collectés dans le cadre des filières REP ABJ et ASL peuvent être des déchets en plastique, des articles électriques, des articles thermiques, etc.**

**La doctrine de classement ICPE à appliquer est que la filière REP DEEE prime sur les autres filières REP. Ainsi, tous les déchets qui relèvent de la définition de "déchets issus d'un équipement électrique et ou électronique" relèvent de cette filière, qu'il s'agisse d'articles de sport, de bricolage ou autre.**

**Par exemple :**

- tondeuse électrique, vélo électrique, etc. sont à classer sous la rubrique n°2711 (DEEE) ;
- tondeuse thermique, vélo simple, etc. relevant des filières REP ABJ et ASL sont à classer sous les rubriques 2713, 2714 ou 2716 selon leur composition.

Suite à cette visite d'inspection, l'exploitant a réalisé, le 14/11/2025, une télédéclaration de son activité relevant de la rubrique n°2711-2, sur son site du Petit-Quevilly, pour une capacité maximum de stockage de 972 m<sup>3</sup>. L'exploitant n'a pas sollicité d'aménagement aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 pour cette activité, et s'est engagé à faire réaliser les contrôles périodiques réglementaires par un organisme habilité.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté :

- que la commande manuelle des trappes de désenfumage était rendue impossible en raison des travaux en cours (Cf. explications ci-après). En effet, les commandes des trappes de désenfumage ont été déposées par la société qui réalise les travaux dans les bureaux ;
- qu'une caméra thermique de détection incendie était présente pour surveiller les stockages extérieurs de DEEE susceptibles de contenir des batteries, mais qu'aucune détection incendie n'est présente dans le bâtiment d'exploitation ;
- que l'un des 3 robinets d'incendie armé (RIA) présents à l'intérieur du bâtiment d'exploitation était fuyard ;
- que le 2<sup>e</sup> portail d'accès au site, permettant d'accéder au poteau incendie public n°137, était condamné. Seul le portail d'accès principal au site était ouvert, donnant accès au poteau incendie public n°1004, implanté à environ 155 m du bâtiment d'exploitation.

L'exploitant a par ailleurs indiqué que depuis le mois d'avril 2025, les activités de tri-transit-regroupement et de traitement par broyage et mise en balles de déchets de papiers et cartons relevant des rubriques n°2714 et n°2791 de la nomenclature des ICPE ont été arrêtées, le temps d'une part de réaliser des travaux pour créer les bureaux d'une future base logistique du groupe PAPREC dans le bâtiment existant, et d'autre part de la réalisation des travaux pour le transfert des activités relevant de la rubrique n°2711 sur le site de Grand-Quevilly. D'après l'exploitant, cette période transitoire devrait durer environ 1 an (d'avril 2025 à environ mai 2026). À partir de mai 2026, les activités de transit-regroupement et de traitement par broyage et mise en balles de déchets de papier et cartons reprendront sur ce site selon l'exploitant. Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté l'absence de déchets relevant de la rubrique n°2714, ainsi que la mise à l'arrêt de l'installation de broyage et de mise en balle relevant de la rubrique n°2791.

**Observation n°2 :** avant le transfert des activités de transit de DEEE sur le site de Grand-Quevilly, l'exploitant procédera à la télédéclaration de ces activités sur ce site de Gand Quevilly, au titre de la rubrique n°2711, sous le régime de la déclaration avec contrôle, à la condition que le volume susceptible d'être entreposé soit compris entre 100 et 1000 m<sup>3</sup>, si ce volume est supérieur à 1000 m<sup>3</sup>, un dossier d'enregistrement devra alors être télétransmis à l'administration.

**Relevé de décision :** l'exploitant n'est pas autorisé à reprendre les activités de tri, transit, regroupement, et de traitement des déchets de papiers/cartons sur son site du Petit-Quevilly relevant des rubriques n°2714 et n°2791, tant que des activités de tri, transit, regroupement de DEEE y sont réalisées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°1 :** sous 1 mois, l'exploitant justifiera à l'inspection :

- la remise en fonctionnement des commandes manuelles de désenfumage,
- la mise en service d'un système de détection à l'intérieur du bâtiment d'exploitation ;
- la réparation du RIA fuyard,
- l'accessibilité, pour les services de secours, au poteau incendie (PI n°137) présent sur la voie publique à moins de 100 m des installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Projet de modification des installations du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/1989, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative projetée
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout projet de modification des installations ou de l'exploitation devra faire l'objet d'une demande auprès des services préfectoraux
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant a informé l'inspection que la cuve de fioul équipée d'une station service actuellement présente sur le site n'est plus utilisée, et qu'il n'est pas prévu de l'utiliser dans le cadre des activités futures du site. Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté la présence de cette installation.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'une fois les activités DEEE relevant de la rubrique n°2711 transférées sur le site Paprec du Grand-Quevilly, les activités relevant des rubriques n°2714 et n°2791 (tri, regroupement, transit, puis broyage et mise en balles de papiers/cartons) reprendront sur le site du Petit-Quevilly. L'exploitant a précisé que ces activités seraient cependant réduites pour certainement relever du régime de la déclaration.</p> <p>Pour finir, l'exploitant a déclaré à l'inspection avoir obtenu un nouveau marché auprès de la Métropole Rouen Normandie pour gérer, pendant une durée de 8 ans au minimum, la collecte des ordures ménagères et des déchets recyclables de la ville de Rouen. À cet effet, l'exploitant a indiqué que le site de Petit-Quevilly a vocation à devenir une base logistique pour le groupe PAPREC. Ainsi, une zone de bureaux pouvant accueillir plus d'une centaine de salariés est en cours de construction dans une partie du bâtiment d'exploitation. L'exploitant prévoit également de mettre en service une vingtaine de bornes de recharge électrique pour les camions- bennes électriques de collecte des ordures ménagères, ainsi que des bornes de recharge pour des véhicules légers. Ces activités relèvent de la rubrique n°2925 (atelier de charge d'accumulateurs électriques), sous le régime de la déclaration si la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération est supérieure à 600 kW (si la charge ne produit pas d'hydrogène, par exemple pour des batteries au lithium). Cette rubrique couvre aussi bien les activités de recharge électrique effectuées dans un bâtiment que celle effectuées en extérieur.</p> <p><b><u>Relevé de décisions :</u></b> d'après les projets présentés à l'inspection le jour du contrôle objet de ce rapport, l'exploitant projette une modification de ses activités impliquant un changement de régime de l'établissement. Ainsi, l'établissement actuellement à autorisation passerait sous le régime de la déclaration. Un dossier de porter-à-connaissance est attendu pour décrire les nouvelles activités. L'autorisation (devenue enregistrement) concernant les rubriques 2714 et 2791 reste valide (et les prescriptions associées applicables) tant qu'une installation classée, même relevant d'une autre rubrique, est exploitée sur le site.</p> <p>Les prescriptions pourront être complétées en tant que de besoin après instruction du porter à connaissance. Les arrêtés ministériels de prescriptions générales sont applicables.</p> <p>En ce qui concerne la fin d'activité du site, s'agissant d'un ancien site soumis à autorisation, la procédure de cessation d'activité sera celle applicable aux sites soumis à autorisation.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant régularisera la situation administrative de l'établissement du Petit-Quevilly avant tout changement d'activités (transfert de l'activité relevant de la rubrique n°2711</p>

sur un autre site, reprise des activités relevant des rubriques n°2714 et n°2791 mais avec une réduction des activités, et nouvelle activité relevant de la rubrique n°2925).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <u><b>Demande n°2</b></u> : sous 2 mois, l'exploitant justifiera à l'inspection l'inertage de la cuve de fioul, ainsi que son élimination dans une filière dûment autorisée, ou son déplacement pour du réemploi sur un autre site.
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais</b> : 2 mois